

**Mise à disposition
d'appareils de distribution automatique
de boissons et d'en-cas (snacking)**

**Convention d'occupation
du domaine public**

N° 2025-3

Ecole

9 rue Angellier
59 000 Lille

Atelier

23 rue d'Inkermann
59 000 Lille

Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET ET LOCALISATION DE L'OCCUPATION	3
ARTICLE 2 - CARACTERE, DUREE, VIE ET FIN DE L'OCCUPATION	4
ARTICLE 3 - PRINCIPE ET PAIEMENT DE REDEVANCE.....	4
ARTICLE 4 - REGLEMENT DES LITIGES ET AUTRES DISPOSITIONS	5

ARTICLE 1 - OBJET ET LOCALISATION DE L'OCCUPATION

A l'appui du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), la présente convention n°2025-3 octroie une occupation du domaine public (régime d'occupation temporaire du domaine public):

Par le propriétaire – gestionnaire de domaine public

Sciences Po Lille

Etablissement public d'enseignement
domicilié 9 rue Angellier 59 000 Lille
représenté par M. Etienne Peyrat, son directeur.

Au profit de la société – titulaire du titre d'occupation (CG3P Art. L2121-1)

.....
domiciliée.....

représentée par.....

L'occupation du domaine public concerne exclusivement la **mise à disposition d'appareils de distribution automatique de boissons et d'en-cas** (snacking): elle vaut titre d'occupation sur cette base et n'accorde aucun droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier. Elle est établie :

- selon les conditions juridiques de la présente convention ainsi que celles du règlement de consultation
- pour les dépendances définies ci-dessous uniquement
- selon les conditions prescriptives du cahier des charges annexé.

Les prestations d'installation, d'exploitation, d'approvisionnements périodiques et de retrait (en fin de convention) de distributeurs automatiques concernent les 5 dépendances suivantes :

Site Ecole – 9 rue Auguste Angellier à Lille

- Rez-de-chaussée – espace cafétéria pour l'implantation de deux distributeurs automatiques
- Rez-de-chaussée – espace détente pour l'implantation de deux distributeurs automatiques
- 4^{ème} étage – salle des professeurs pour l'implantation d'un distributeur automatique

Site Atelier – 23 rue d'Inkermann à Lille

- Rez-de-chaussée – hall d'accueil pour l'implantation d'un distributeur automatique
- Rez-de-chaussée – espace de travail partagé (sous-espace photocopieur) pour l'implantation d'un distributeur automatique

Les deux sites ci-dessus, distants de 550m, sont utilisés conformément à leur affectation à l'utilité publique et le droit octroyé par la présente convention est consenti en respect de cette affectation (CG3P Art. L2121-1).

Les emplacements au sein de ces dépendances sont précisés au cahier des charges.

Le titulaire ne pourra pas :

- affecter les emplacements à une destination autre que celle des prestations prévues par la présente convention ;
- se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation.

Les emplacements identifiés pour l'occupation peuvent évoluer avec les conditions de la convention après accord entre le gestionnaire du domaine public et le titulaire du titre d'occupation.

ARTICLE 2 - CARACTERE, DUREE, VIE ET FIN DE L'OCCUPATION

L'occupation est octroyée personnellement au titulaire à titre précaire et révocable (CG3P Art. L2122-3). En outre, toute modification de la présente convention ou de son annexe (Cahier des charges) fera l'objet d'un avenant.

L'occupation est temporaire (CG3P Art. L2122-2) : elle est donc conclue pour une période de 2 ans avec prise d'effet à compter de la date de la signature de la présente convention.

A l'issue de cette période, l'occupation pourra faire l'objet de 3 (trois) reconductions annuelles successives. La durée totale de la convention ne pourra excéder 2030.

Ces reconductions seront effectuées 3 mois avant échéance par envoi postal d'une lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire de l'occupation ou en version dématérialisée via la plateforme PLACE.

Le gestionnaire du domaine public se réserve le droit de mettre fin à la convention d'occupation temporaire en cas de :

- souhait des deux parties avec un préavis de 3 mois, donné à date anniversaire de signature de la convention ;
- tout manquement du titulaire concernant les dispositions contractuelles, définies notamment dans le cahier des charges ;

Dans ce second cas, la résiliation de convention sera effectuée après mise en demeure préalable par le gestionnaire du domaine public et si le titulaire n'a pas remédié dans un délai de 6 jours ouvrés indiqués au(x) dysfonctionnement(s) relayé(s).

Le titulaire occupe personnellement les emplacements mis à sa disposition, et de son côté, le gestionnaire du domaine public s'engage à garantir l'exclusivité du bénéfice de cette convention d'occupation pendant toute sa durée et ce dans le cadre strict de l'activité de distribution automatique. Le titulaire ne pourra céder à un tiers ni l'exécution des prestations ni les droits accordés par la convention d'occupation du domaine public sous peine de résiliation immédiate.

Enfin, les espaces contenant les emplacements des distributeurs ne peuvent pas être utilisés comme support d'affichage publicitaire du Titulaire.

ARTICLE 3 - PRINCIPE ET PAIEMENT DE REDEVANCE

L'occupation des 5 dépendances identifiées en article 1 donne lieu à une redevance trimestrielle à part variable, ajustée trimestriellement et calculée en fonction du chiffre d'affaires. Le titulaire a appliqué un pourcentage de redevance dans sa proposition pour tenir compte des avantages procurés au titulaire par le produit de ses ventes (CG3P Art. L2125-3). Cette proposition a été analysée dans le critère de jugement « valeur financière » en plus du prix pratiqué pour les produits vendus.

Pour chaque paiement, le montant de la redevance sera conforme au pourcentage proposé par le titulaire dans la grille tarifaire après acceptation par le gestionnaire du domaine public. Cette redevance sera calculée selon le chiffre d'affaire hors taxes résultant de l'exploitation de l'ensemble des appareils de distribution automatique installés.

Les états périodiques seront envoyés par mail au service financier de Sciences Po Lille à l'adresse suivante : maud.lenoble@sciencespo-lille.eu

Les versements annuels de redevance s'effectueront par virement à l'ordre de :

l'Agent comptable de Sciences Po Lille

Domaine Universitaire de Pont de Bois, BP 60149, 59653 Villeneuve d'Ascq

Le RIB du gestionnaire du domaine public (pm Sciences Po Lille), sera transmis au titulaire au moment de la notification d'attribution.

En cas de retard de paiement de la redevance pour occupation du domaine public, la somme due est majorée d'intérêts moratoires au taux légal (CG3P Art. L2125-5).

En cas de retrait du titre d'occupation avant le terme prévu, et pour un motif autre que l'inexécution de ses clauses et conditions contractuelles, la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir est restituée au titulaire (CG3P Art. L2125-6).

ARTICLE 4 - REGLEMENT DES LITIGES ET AUTRES DISPOSITIONS

Les parties prennent l'engagement de mettre tout en œuvre pour régler à l'amiable les litiges qui apparaîtraient pendant l'exécution ou en fin de convention (y compris en cas de rupture unilatérale).

Les courriers, actes, pièces et documents relatifs à la présente convention devront être adressés à :

Sciences Po Lille
Service des Affaires financières
9 rue Angellier 59 000 Lille

En l'absence de règlement à l'amiable, toute contestation relative à l'interprétation, à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Etablie en double exemplaire

A
Le titulaire de l'occupation du domaine public
(Cachet et signature précédé de la mention « Lu et
approuvé »)

A Lille, le
Le Gestionnaire de Domaine Public
(Cachet et signature précédés de la mention « Lu
et approuvé »)